



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des sécurités
Pôle des sécurités publiques**

ARRETE N° PREF/CAB/2024- 0416
**portant renouvellement d'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception
en faveur de la société ROCAMAT pour l'exploitation
de la carrière d'Anstrude au lieu-dit « Chassenet »
sur la commune de BIERRY-LES-BELLES-FONTAINES**

Le préfet de l'Yonne,

VU le code de la défense ;

VU le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République du 16 mars 2022, nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 à 4 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 12 mars 1993 pris pour l'application des articles 22 et 23 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 précité ;

VU l'arrêté préfectoral N°PREF/SAPPIE/BCAAT/2023-0275 du 12 juin 2024 donnant délégation de signature à Madame Clémence CHOUTET, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Yonne ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2022 portant prise en charge par voie de détachement et affectation à la préfecture de l'Yonne de Monsieur Christophe GALET ;

VU la demande de renouvellement d'utilisation de produits explosifs dès réception présentée le 18 juin 2024 par la société ROCAMAT située au 84 rue Charles Michels, Hall A, 93200 SAINT-DENIS ;

VU l'habilitation dont est titulaire Monsieur Fabrice GOTTI ;

VU l'avis de l'adjointe au responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, du 17 juillet 2024 ;

VU l'avis du commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne du 12 juillet 2024 ;

CONSIDERANT que l'utilisation d'explosifs est nécessaire pour permettre à la société ROCAMAT SA, de procéder à des travaux d'exploitation et de découverte à la carrière d'Anstrude, au lieu-dit «Chassenet » sur la commune de BIERRY-LES-BELLES-FONTAINES ;

SUR proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Yonne :

ARRETE

Article 1^{er} : l'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception est accordée à Monsieur Wilfrid PILON, directeur de la société ROCAMAT SA, située au 84, rue Charles Michels, Hall A, SAINT-DENIS (93200), pour l'exploitation d'une carrière située sur la commune de BIERRY-LES-BELLES-FONTAINES (89) jusqu'au 4 juillet 2026.

Article 2 : Le responsable de la garde, de la mise en œuvre et de l'utilisation de produits explosifs au titre de la présente autorisation sera la personne physique visée à l'article 1^{er} (Monsieur Wilfrid PILON) ou à défaut, Monsieur Fabrice GOTTI.

La présente autorisation n'est valable que d'autant que ces personnes nommément désignées assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

Article 3 : La demande d'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception a pour finalité d'extraire légalement les matériaux de la carrière. Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à utiliser à réception et à chaque expédition sont fixées à :

Explosifs :	2000 kg de classe 1.1.D
Détonateurs :	120 unités de type électrique (1.1 B et 1.4 S)
Cordeau détonant :	2000 m
Livraison :	3 au maximum/semaine
Quantité maximale annuelle :	5000 kg

La nécessité d'utiliser un peu plus de 4 tonnes d'explosifs (à 371 g/m³) pour un volume de découverte pouvant atteindre 11000 m³.

Article 4 : Les produits explosifs seront transportés sur le lieu d'emploi par le fournisseur ou le pétitionnaire ou un transporteur dûment autorisé à cette fin.

Chaque transport donnera lieu à un titre d'accompagnement et sera effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

Article 5 : Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation sera effectué par le bénéficiaire dans les conditions fixées au 2^{ème} alinéa de l'article 4 ci-dessus.

Article 6 : Les produits explosifs devront être utilisés dans les vingt-quatre heures qui suivent la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire sera responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Il veillera notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence.

Article 7 : Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans les vingt-quatre heures, les produits non utilisés devront au terme de ce délai être acheminés par véhicules routiers, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller.

Selon le cas, ils devront :

- Soit être ramenés au dépôt du fournisseur,
- Soit être placés dans le dépôt permanent exploité par le bénéficiaire de l'autorisation ou par un consignataire sous réserve que ne soit pas dépassée la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, cet acheminement s'avère impossible, le bénéficiaire devra en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés devra intervenir dans les trois jours.

Article 8 : La présente autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception vaut habilitation pour les personnes physiques désignées à l'article 2 du présent arrêté, lorsque celles-ci mettront en œuvre elles-mêmes les produits explosifs détenus à ce titre, ou exerceront une surveillance directe sur cette mise en œuvre. Si elles ne s'acquittent pas elles-mêmes de ces tâches, les personnes qui en seront chargées devront être habilitées à l'emploi des produits explosifs.

Article 9 : Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y sont précisés :

- le ou les fournisseurs
- l'origine des envois
- leurs modalités
- l'usage auquel les explosifs sont destinés
- les renseignements utiles en matière d'identification
- les quantités maximales à utiliser dans une même journée
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Article 10 : La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés dans les vingt-quatre heures à la gendarmerie ou aux services de police.

La non observation de cette obligation par le responsable ou le préposé est sanctionnée par les peines prévues par le code de la défense.

Article 11 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

Article 12 : Les produits explosifs visés à l'article 3 devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par les consignes d'exploitation élaborées à cet effet.

Fait à Auxerre, le 08 AOUT 2024

Pour la sous-préfète,
directrice de cabinet,
le directeur des sécurités,


Christophe GALET

Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Yonne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne - Franche-Comté, Unité départementale Nièvre/Yonne, Subdivision Environnement à Auxerre, et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le maire de Bierry-les-Belles-Fontaines,
- M. le receveur des douanes et droits indirects à Auxerre,
- M. l'inspecteur technique de l'armement, des poudres et explosifs,
- Monsieur Wilfrid PILON, directeur de la société ROCAMAT SA, 84, rue Charles Michels, Hall A, SAINT-DENIS (93200).

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne ou hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants sa notification. Il en est de même en cas de décision explicite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr ;